

## UNIFOR DANS L'INDUSTRIE DES MÉDIAS

Les membres d'Unifor occupent une grande variété d'emplois, notamment dans la radiodiffusion (télévision et radio), la production cinématographique et télévisuelle, les journaux, les magazines, les périodiques, l'imprimerie (y compris la conception graphique, le secteur de la prépresse et la production) ainsi que les services en ligne.

Environ 3 % des membres d'Unifor travaillent dans le secteur des médias. Les 9 000 membres d'Unifor dans le secteur des médias sont répartis dans 145 unités de négociation dans neuf provinces canadiennes, mais près de 60 % d'entre eux travaillent en Ontario. Ce secteur de l'économie canadienne affiche un niveau de représentation syndicale supérieur à la moyenne, avec près d'un travailleur sur cinq couvert par une convention collective, contre une moyenne de un sur six dans le secteur privé.

Environ 23 % des membres d'Unifor dans le secteur des médias sont employés par Bell Média, qui est le plus grand employeur d'Unifor dans ce secteur. Avec les membres de la section locale 700-A SNTC-Unifor, de Corus, de Rogers, du Winnipeg Free Press et de Torstar, les six plus grands employeurs du secteur des médias d'Unifor représentent plus de 58 % des membres du secteur.

Certains employeurs d'Unifor	Nombre approximatif de membres
Bell Média	2 100
700-M SNTC	1 100
Corus	650
Rogers	600
Winnipeg Free Press	375
Torstar	350

## Faits et chiffres du secteur

### EXTRANTS

PIB du secteur	26,2 milliards \$
Part du PIB canadien	1,3 %

### COMMERCE

Exportations	1,4 milliard \$
Importations	3,4 milliards \$
Balance commerciale	-2 milliards \$

### EMPLOI

Emploi total	159 350
Évolution sur 10 ans	-14,5 %
Pourcentage de travailleurs à temps partiel	18,3 %
Salaire horaire moyen	49,40 \$/h
Évolution réelle des salaires sur 10 ans	+11,8 %
Nombre moyen d'heures travaillées par semaine	32,2

### ENVIRONNEMENT

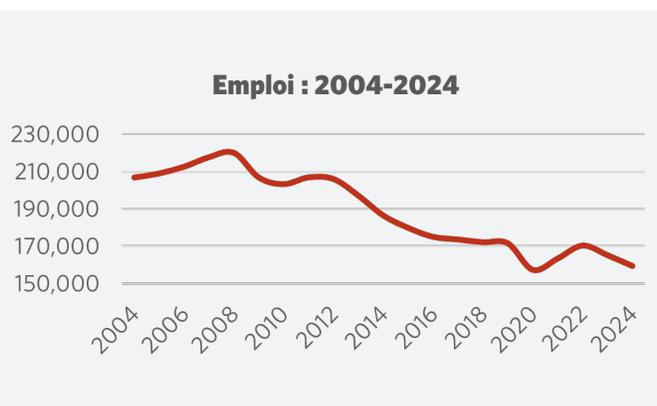
Émissions de gaz à effet de serre (2022)	739 kt
Évolution sur 10 ans	+12,8 %
Part du total de l'industrie canadienne	0,12 %

### MAIN-D'ŒUVRE

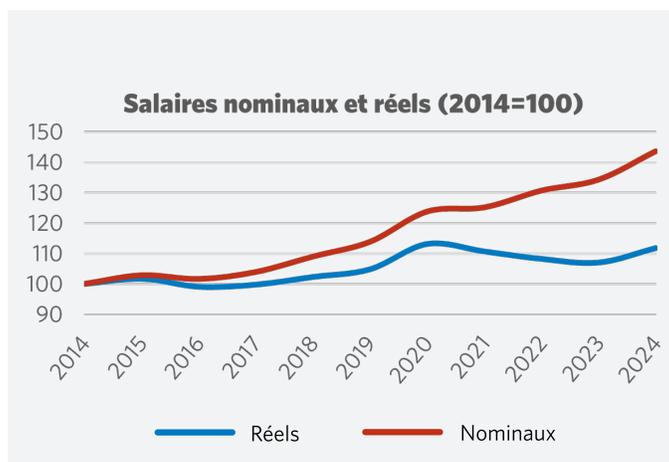
Taux de syndicalisation	18,7 %
Membres d'Unifor dans l'industrie	9 000
Part du total des membres d'Unifor	2,8 %
Nombre d'unités de négociation d'Unifor	145

## SITUATION ACTUELLE

Les segments de la presse écrite et de la télévision et de la radio du secteur des médias au Canada continuent de faire face à des défis importants. Tant pour la presse écrite que pour les médias audiovisuels, les modèles de financement et les modèles financiers qui ont soutenu le secteur pendant des décennies se sont effondrés. L'essor des médias numériques – notamment les actualités en ligne, la diffusion vidéo en continu et les plateformes de médias sociaux – a complètement bouleversé le paysage médiatique, et les recettes publicitaires qui soutenaient les médias traditionnels se tarissent. Les revenus de l'édition de journaux ont diminué de près de 50 % entre 2016 et 2022. Pour la radio commerciale, les revenus ont diminué de 24 % entre 2019 et 2023. Dans le segment de la télévision conventionnelle, les revenus ont diminué de plus de 7 % entre 2022 et 2023 seulement.



Cette période de bouleversements douloureux a été marquée par des fluctuations importantes du niveau de l'emploi dans le secteur. En 2024, le secteur employait 159 350 personnes, soit une baisse de 14,5 % depuis 2014. Cependant, les chiffres pour l'ensemble du secteur ne reflètent pas toute la réalité, et certains segments ont connu des pertes d'emplois catastrophiques au cours de la dernière décennie. Par exemple, depuis 2014, l'emploi dans les stations de radio et de télévision a diminué de près de 30 %.



Cette baisse de l'emploi reflète une menace plus inquiétante pour le Canada : la perte de la production d'informations professionnelles, y compris les informations locales, et la narration de l'histoire canadienne. Un journalisme professionnel de haute qualité, en particulier des nouvelles locales, joue un rôle essentiel dans une démocratie saine, et Unifor plaide en faveur de nouvelles sources de financement afin d'assurer la viabilité à long terme des entreprises de presse au Canada.

## ALLER DE L'AVANT : DÉVELOPPER L'INDUSTRIE DES MÉDIAS

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) tente de moderniser la politique en matière de radiodiffusion, sous l'impulsion de l'adoption de la Loi sur la diffusion continue en ligne. Cette loi oblige les diffuseurs numériques étrangers à contribuer de manière significative à la création de contenu canadien. Unifor continue de plaider en faveur d'un modèle de financement qui soutient les médias d'information canadiens, en particulier les nouvelles locales.

La désinformation et la mésinformation dans les médias constituent un problème croissant, avec la montée du populisme de droite et de l'autoritarisme dans le monde entier. Les

journalistes et les travailleuses et travailleurs des médias, leurs syndicats, les universités, les gouvernements et le public ont tous un rôle à jouer dans la lutte contre ce phénomène et dans la promotion de l'importance d'une information fiable, exacte et fondée sur des faits.

L'intelligence artificielle (IA) est désormais largement répandue dans l'ensemble du secteur des médias, et son adoption s'accélère chaque jour. Si l'utilisation de l'IA en tant qu'outil peut améliorer la productivité, il est essentiel que cette utilisation soit transparente, responsable et bénéfique pour les travailleuses et travailleurs des médias et le public. L'IA ne doit pas remplacer les personnes dans ce secteur, ni compromettre la confiance du public dans la qualité et l'exactitude des informations et des contenus médiatiques.

Ces dernières années, on a assisté à une augmentation drastique et inquiétante du harcèlement et des abus à l'encontre des journalistes et des travailleuses et travailleurs des médias, dont une grande partie sont de nature sexiste, raciste et islamophobe. Reconnaissant qu'il n'existe pas de solution unique à ce problème croissant, Unifor mettra en œuvre divers moyens pour prévenir ces abus et soutenir les victimes.

Dans le secteur de la production cinématographique, trop de travailleuses et travailleurs connaissent la précarité et l'instabilité de l'emploi en raison de leur statut de pigistes et de travailleuses et travailleurs autonomes. Les menaces de l'administration Trump d'imposer des tarifs douaniers ou de dissuader les producteurs de tourner en dehors des États-Unis constituent une attaque directe contre l'industrie cinématographique canadienne. Unifor doit continuer à se battre pour obtenir des dispositions dans les conventions collectives, ainsi que des réformes du droit du travail et de l'emploi, qui garantiront une plus grande sécurité d'emploi et une plus grande stabilité financière aux travailleuses et travailleurs du cinéma confrontés à ces défis.

## Recommandations pour le développement du secteur

- Le gouvernement fédéral doit finaliser la réglementation relative à la Loi sur la diffusion continue en ligne, qui oblige les entreprises étrangères de diffusion en continu à contribuer à l'écosystème médiatique national, en mettant particulièrement l'accent sur le soutien aux nouvelles locales « sur le terrain ».
- Conscients de la menace croissante que représentent la désinformation et la mésinformation, les acteurs du secteur et le grand public doivent soutenir les mesures et les campagnes qui promeuvent la valeur d'une information factuelle, exacte et transparente.
- Il n'existe pas de solution unique au problème croissant du harcèlement et des abus à l'encontre des journalistes et des professionnels des médias. Il sera nécessaire de mettre en œuvre divers moyens pour prévenir ces abus et soutenir les victimes.
- Il est indispensable de soutenir largement les politiques et les modifications du droit du travail et de l'emploi qui renforcent la sécurité de l'emploi et la stabilité financière des pigistes et des travailleuses et travailleurs autonomes dans le secteur de la production cinématographique.
- Les syndicats devront continuer à dialoguer avec les employeurs, les experts du secteur, les universités et les gouvernements afin de garantir que l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le secteur des médias soit transparente, responsable et bénéfique pour les travailleuses et travailleurs des médias et le public.